

N° 5364<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

1<sup>ère</sup> Session extraordinaire 2004

## PROJET DE LOI

relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement  
de la „Croix de Gasperich“ avec reconstruction de l'ouvrage  
d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la  
route nationale 4 et le chemin repris 186

\* \* \*

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(16.7.2004)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 25 juin 2004.

Le projet, élaboré par la ministre des Travaux publics, était accompagné d'un exposé des motifs et d'un devis estimatif des dépenses supplémentaires à assumer.

L'autorisation légale demandée est exigée en conformité avec l'article 99 de la Constitution.

\*

La loi du 14 décembre 2001 a autorisé le Gouvernement à faire procéder au réaménagement de la „Croix de Gasperich“ avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur la A6 et réaménagement du carrefour formé par la RN 4 et le CR 186. Les dépenses relatives à ces travaux de construction et d'aménagement avaient été évaluées à 10.510.685,45 euros, sans préjudice de l'incidence des hausses légales des prix pouvant intervenir jusqu'à leur achèvement.

D'après les auteurs du projet sous avis, un réajustement desdites dépenses de l'ordre de 4.605.000 euros s'impose pour diverses raisons. Ainsi les dépenses pour les études n'avaient pas été prévues, l'éclairage public n'était non plus prévu alors que le déplacement des câbles électriques de la Ville de Luxembourg et de la conduite SEBES a largement dépassé les coûts estimés y relatifs. Enfin, l'ensemble des travaux a été adjugé à des prix dépassant sensiblement le devis estimatif y afférent.

Le Conseil d'Etat estime que de telles anomalies sont inacceptables et surtout contraires à une gestion en bon père de famille des deniers publics. Aussi la transparence des finances publiques et partant l'intérêt du contribuable exigent-ils que les autorités publiques compétentes et responsables agissent promptement pour éviter à l'avenir de telles déconvenues en mettant en oeuvre tous les moyens nécessaires à instituer une procédure expéditive respectueuse à la fois des dispositions légales et réglementaires en vigueur et des prérogatives de contrôle de la Chambre des députés.

Le Conseil d'Etat a itérativement rappelé ces règles lors de l'examen des projets de loi relatifs aux adaptations budgétaires des projets de construction Campus Geesseknäppchen, Centre pénitentiaire, Musée d'art moderne Grand-Duc Jean et Centre national sportif et culturel ainsi que du projet de construction dans l'intérêt de l'aménagement du Parc Hosingen – Centre écologique et touristique (phase 2), du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et du projet de construction d'un bâtiment pour le Centre de recherche public Henri-Tudor et le Centre de technologie de l'éducation à Luxembourg-Kirchberg (cf. *doc. parl. No 4717<sup>1</sup>, sess. ord. 2000-2001, No 4876<sup>1</sup>, sess. ord. 2001-2002, No 5267, sess. ord. 2003-2004 et No 5102, sess. ord. 2002-2003*). Or, il semble bien que, malgré ces rappels de la part du Conseil d'Etat, les administrations responsables des travaux sous avis n'aient pas oeuvré pour remédier à ces pratiques déplorables.

\*

Le Conseil d'Etat espère que toutes les dépenses relatives au projet de réaménagement de la „Croix de Gasperich“ ont été arrêtées définitivement et sont évaluées correctement par les auteurs, car il est évident qu'un nouveau dépassement, voire toute modification de la nouvelle enveloppe financière, devront à nouveau faire l'objet d'une autorisation par le législateur.

Compte tenu de l'état du chantier et des problèmes de circulation routière y relatifs ainsi que des observations ci-avant, le Conseil d'Etat marque son accord avec le projet de loi sous avis dont le texte donne lieu aux observations suivantes:

#### *Article 2*

Afin de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire (1er avril 2003) aussi récente que possible, le Conseil d'Etat recommande de remplacer le montant des dépenses prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. Il peut d'ores et déjà marquer son accord avec la modification de texte à intervenir à cet égard.

De même, le Conseil d'Etat recommande de libeller la première phrase de l'article sous avis de la façon suivante:

„Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'article 1er ne peuvent pas dépasser la somme de 4.605.000 euros.“

Ainsi délibéré en séance plénière, le 16 juillet 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES